Crédits supplémentaires pour 2014
(1^{ère} série)

Préavis N° 2014/25

Lausanne, le 15 mai 2014

Madame la présidente, Mesdames et Messieurs,

Nous vous soumettons, ci-après, le tableau de la première série des crédits supplémentaires destinés à couvrir les allocations insuffisantes et les charges imprévues sur le budget de 2014, sur les autorisations d'achats, ainsi que sur les crédits d'investissements du patrimoine administratif.

	fr.	<i>Revenus de fonctionnement</i> fr.
A. Budget de fonctionnement		
Total des crédits supplémentaires <i>(détail en page 2 du préavis)</i>	<u>3'598'800.-</u>	<u>2'716'400.-</u>
B. Autorisations d'achats		
Total des crédits supplémentaires <i>(détail en page 27 du préavis)</i>	<u>590'800.-</u>	<u>227'000.-</u>
C. Crédits d'investissements du patrimoine administratif		
Total des crédits complémentaires <i>(détail en page 30 du préavis)</i>	<u>0.-</u>	<u>0.-</u>

A. BUDGET DE FONCTIONNEMENT

Total des crédits supplémentaires par direction et par nature :

		DIRECTIONS						TOTAL PAR NATURE	
		Administration générale et culture	Sports, intégration et protection de la population	Logement et sécurité publique	Travaux	Enfance, jeunesse et cohésion sociale	Finances et patrimoine vert		Services industriels
NATURE	301 Traitements	83'800	221'900	34'100			258'500	266'200	864'500
	303 Cotisations aux assurances sociales	7'200	19'100	4'100			23'500	23'100	77'000
	304 Cotisations à la caisse de pensions	12'300	23'500	400			16'800	29'600	82'600
	305 Assurance-accidents							7'100	7'100
	309 Autres charges de personnel							0	0
	311 Achats d'objets mobiliers et d'installations		10'000				6'400	333'000	349'400
	312 Eau, énergie et chauffage			-99'200		2'800		-11'810'000	-11'906'400
	313 Marchandises							0	0
	314 Entretien des biens immobiliers		63'000			575'300			638'300
	315 Entretien d'objets mobiliers et d'installations		35'000			8'000		900'000	943'000
	316 Loyers et redevances d'utilisation					32'400		110'000	142'400
	317 Déplacements, débours, dédommagements			20'100				0	20'100
	318 Autres prestations de tiers	270'000		53'900		-47'200		441'300	718'000
	319 Impôts, taxes et frais divers	52'000				15'000		11'570'000	11'637'000
	365 Subventions à des institutions	132'000							132'000
	390 Imputations internes	-106'200							-106'200
	Total des charges	451'100	372'500	13'400	0	586'300	305'200	1'870'300	3'598'800
	424 Plus-values, produits exceptionnels							-15'000	-15'000
	434 Redevances et prestations facturées			-17'300					-17'300
	435 Ventes							-110'000	-110'000
	436 Dédommagements de tiers					-356'000	-15'300	-6'500	-377'800
	439 Autres recettes		-63'000			-54'300	-79'100	-91'300	-287'700
	451 Participation du Canton aux charges		-238'000	-148'300		-8'000			-394'300
	461 Subventions du Canton							-480'000	-480'000
	480 Prélèvements sur les réserves					-71'000		-1'069'500	-1'140'500
	490 Imputations internes			106'200					106'200
Total des revenus	0	-301'000	-59'400	0	-489'300	-94'400	-1'772'300	-2'716'400	
TOTAL PAR DIRECTION	451'100	71'500	-46'000	0	97'000	210'800	98'000	882'400	
Page du préavis	page 3	page 7	page 10	page 14	page 14	page 19	page 22		

1. ADMINISTRATION GENERALE ET CULTURE

Total des crédits supplémentaires par service et par nature :

		SERVICES					TOTAL PAR NATURE
		1000 Conseil communal	1102 Greffe municipal	1109 Unité santé et sécurité au travail	1401 Service de la culture	1500 Service d'organisation et d'informatique	
NATURE	301 Traitements	48'800		35'000			83'800
	303 Cotisations aux assurances sociales	4'200		3'000			7'200
	304 Cotisations à la caisse de pensions	7'300		5'000			12'300
	318 Autres prestations de tiers			-43'000		313'000	270'000
	319 Impôts, taxes et frais divers		52'000				52'000
	365 Subventions à des institutions				132'000		132'000
	390 Imputations internes				-106'200		-106'200
	Total des charges	60'300	52'000	0	25'800	313'000	451'100
TOTAL ADMINISTRATION GENERALE ET CULTURE	60'300	52'000	0	25'800	313'000	451'100	
Page du préavis	page 3	page 4	page 4	page 4	page 5		

100 Autorités

1000 Conseil communal

		Budget	Crédit suppl.
1000.301	Traitements	fr. 440'600.-	fr. 48'800.-
1000.303	Cotisations aux assurances sociales	fr. 58'100.-	fr. 4'200.-
1000.304	Cotisations à la caisse de pensions	fr. 56'200.-	fr. 7'300.-

Voir détail sous la rubrique 6900 "Service financier", demande "Remplacement anticipé en vue d'un départ à la retraite".

110 Secrétariat municipal*1102 Greffe municipale*

		Budget		Crédit suppl.	
1102.319	Impôts, taxes et frais divers	fr.	127'500.-	fr.	52'000.-

Votation communale du 13 avril 2014 – Tour Beaulieu

Le référendum lancé contre le projet de tour sur le site de Beaulieu a abouti en décembre 2013. La Municipalité a considéré qu'il y avait un intérêt prépondérant à ce que cette question fasse l'objet d'une décision rapide des électrices et électeurs lausannois. Le sujet est suffisamment important pour justifier l'organisation d'un scrutin spécifique sur cet objet, en évitant de le noyer parmi d'autres questions - fédérales ou cantonales - ce qui aurait été le cas en retenant une date plus tardive, en l'occurrence le 18 mai. Par ailleurs, un scrutin à mi-avril permet de ne pas dépasser excessivement le délai légal de 3 mois pour soumettre au peuple les référendums communaux. Sur la base de ces considérations, la Municipalité a retenu le principe d'un vote portant sur ce seul objet le 13 avril 2014.

1109 Unité santé et sécurité au travail

		Budget		Crédit suppl.	
1109.301	Traitements	fr.	1'221'500.-	fr.	35'000.-
1109.303	Cotisations aux assurances sociales	fr.	104'600.-	fr.	3'000.-
1109.304	Cotisations à la caisse de pensions	fr.	176'200.-	fr.	5'000.-
1109.318	Autres prestations de tiers	fr.	161'900.-	fr.	-43'000.-

Modification de fonction au sein de l'Unité Santé et Sécurité au Travail

Le 17 octobre 2013, la Municipalité a adopté une note de l'USST visant à transformer la fonction du poste d'infirmier-ère en santé communautaire, alors vacant, en celle d'infirmier-ère chef-fe. L'augmentation des traitements découlant de cette nouvelle organisation est entièrement compensée du fait qu'il n'est dès lors plus nécessaire d'externaliser les examens périodiques obligatoires ainsi que les examens pour les chauffeurs professionnels.

1401 Service de la culture

		Budget		Crédit suppl.	
1401.365	Subventions à des institutions	fr.	40'866'800.-	fr.	20'000.-
1401.390	Imputations internes	fr.	8'959'000.-	fr.	-20'000.-

Soutien aux activités de l'Espace culturel des Terreaux

Les responsables de l'Espace culturel des Terreaux ont contesté le montant dû au titre de l'impôts sur les divertissements auquel ils assurent être arbitrairement soumis. Il est proposé de distinguer, par la taxation, les événements culturels des manifestations à caractère purement culturel. Dans l'attente de la résolution du problème concernant l'impôt sur les abonnements de saison il est proposé d'accorder en 2014 une subvention d'un montant de 20'000 francs en faveur des activités culturelles présentées dans ce lieu afin de compenser l'impôt sur les divertissements non dû.

Voir aussi sous 3306 "Service du logement et des gérances".

		Budget		Crédit suppl.	
1401.365	Subventions à des institutions	fr.	40'866'800.-	fr.	112'000.-
1401.390	Imputations internes	fr.	8'959'000.-	fr.	-86'200.-

Conservatoire de Lausanne, rue de la Grotte 2 – Loyer 2014

Conformément à la loi sur les écoles de musique (LEM), la Ville se doit de prendre en charge la totalité du loyer du Conservatoire. Le montant inscrit au budget 2014 étant insuffisant, il est proposé d'accorder en 2014 une subvention complémentaire afin de pouvoir faire face aux obligations légales de la Ville en termes de prise en charge des loyers des écoles de musique et plus particulièrement du Conservatoire.

Cette demande de crédit supplémentaire est partiellement compensée par la prise en charge, par le théâtre Arsenic, des charges d'exploitation des locaux qu'il occupe à Genève 57.

Voir aussi sous 3306 "Service du logement et des gérances".

1500 Service d'organisation et d'informatique

		Budget		Crédit suppl.	
1500.318	Autres prestations de tiers	fr.	3'046'000.-	fr.	313'000.-

Versement de la subvention de 80 francs par habitant : fr. 150'000.-

Dans le cadre du développement du dispositif pour le versement de la subvention annuelle de 80 francs par habitant en résidence principale (préavis N° 2012/21), le nombre d'ayants droit ne pouvant pas être atteint au travers de la facture d'électricité s'est révélé plus élevé qu'escompté. En effet, environ 15'000 ménages ne sont pas clients des SiL, principalement pour les raisons suivantes : l'abonné est une gérance ou une personne tierce habitant en dehors du logement (par exemple un parent ou le propriétaire).

Face à cette situation, l'administration communale a dû prévoir la mise en place d'un dispositif permettant de traiter l'ensemble des cas et d'assurer les versements, le suivi des ayants droit, la comptabilisation et la sécurité du système.

Ainsi, la relation avec les usagers sera assurée par le call-center de SiLCom, seule unité existante à ce jour permettant d'assumer efficacement cette mission. La gestion des versements et la gestion comptable seront assurées par la comptabilité de direction FIPAV. Une application informatique permettant la gestion de l'ensemble des opérations est en cours de développement par le SOI.

S'agissant de la première année de versement de la subvention, il est certain qu'aussi bien le call-center que la comptabilité de direction FIPAV seront confrontés à un surcroît de travail résultant notamment du phénomène de nouveauté avec toutes les questions et cas particuliers qui ne manqueront pas de se présenter. Les premiers versements de la subvention auront lieu à fin avril, compte tenue du délai nécessaire pour identifier les ayants droit au contrôle des habitants (les citoyens ayant légalement 90 jours pour régulariser leur situation).

Pour faire face au pic de travail qui se présentera dès fin avril, et afin d'assurer un service de qualité envers la population, la Municipalité estime nécessaire de permettre au call-center et à la comptabilité de direction de se renforcer sur une période limitée. C'est ainsi qu'un crédit supplémentaire de 120'000 francs est demandé pour les SiL (incluant 100'000 francs d'auxiliaires et 20'000 francs de support) et de 96'000 francs (auxiliaires) pour la comptabilité de direction FIPAV, auquel s'ajoute 4'000 francs pour des postes de travail. Enfin, afin de permettre au SOI de finaliser le développement de l'application informatique, un crédit supplémentaire de 150'000 francs est nécessaire.

Au total, le crédit supplémentaire demandé se monte donc à 370'000 francs.

Voir aussi sous 6010 "Secrétariat général FIPAV" et 70 "Secrétariat général".

Nouvelle application informatique pour la gestion des horaires d'ouverture des établissements publics : fr. 80'000.-

Dans le cadre de la relation entre les établissements publics de nuit et la Municipalité, cette dernière a souhaité mettre à disposition des établissements un logiciel leur permettant de gérer les demandes d'heures d'ouverture supplémentaire sans avoir à prendre contact directement avec la Centrale d'alarme et d'engagement (CAE) du Corps de police. Cette dernière n'a en effet plus les forces nécessaires pour assurer cette tâche en parallèle à ses missions d'urgence.

Le SOI, mandaté pour mettre en place la solution informatique (Projet HORAS), doit pouvoir faire appel à des ressources extérieures afin de respecter les délais sur lesquels la Municipalité s'est engagée auprès des établissements. Ce besoin en ressources externes se monte à 60 jours/homme sur un total de 305, le solde étant assuré par les ressources internes du SOI. Le volume des prestations a été validé par un comité de pilotage composé des représentants de la Polcom, du Corps de police et du SOI.

Des offres ont été demandées aux partenaires du SOI et la plus avantageuse se monte à un total de 76'700 francs. Le montant demandé ici tient compte d'éventuels imprévus et permet de couvrir toutes les fonctionnalités qui permettront de ne plus solliciter la CAE pour ce type de tâches, pour l'ensemble des établissements lausannois, dans les meilleurs délais.

Voir aussi sous 3101 "Corps de police".

Dossiers SSL : développement d'un module supplémentaire pour l'appui social : fr. 83'000.-

Le domaine Unités info & action sociales nécessite des évolutions significatives dans l'application Dossiers SSL. Il est impératif que les assistants sociaux puissent gérer les informations liées au bilan social (BS) et au plan d'action personnalisé (PAP) directement dans le dossier de l'utilisateur de l'application Dossiers SSL. En effet, les assistants sociaux ne possèdent aujourd'hui aucun outil informatique performant pour gérer l'appui social mis à part Microsoft Office Word, ce qui rend leurs activités difficiles et chronophages. Ce besoin a été reconnu par le Service cantonal de prévoyance et d'aide sociales qui accepte de le financer.

Le SOI, mandaté pour faire évoluer la solution informatique ("Dossiers SSL"), doit pouvoir faire appel à des ressources extérieures afin de répondre au besoin qui se monte à un total estimé de 83'000 francs. Le projet sera composé d'un développeur interne au SOI, d'un développeur externe, d'un architecte interne et d'un chef de projet externe. Des estimations précises, tâche par tâche permettent d'établir un effort de 125 jH, dont 40 assumées en interne.

Afin que cette dépense puisse apparaître dans les décomptes émis par le SSL à l'attention de l'Etat (SPAS), il sera nécessaire d'établir une facture interne entre le SOI et le SSL (39/49).

Voir aussi sous 5112 "SSL – Unité prestations".

2. SPORTS, INTEGRATION ET PROTECTION DE LA POPULATION

Total des crédits supplémentaires par service et par nature :

		SERVICES					TOTAL PAR NATURE
		2000 Administration, comptabilité et intégration	2101 Service des sports	2201 Inhumations et incinérations	2501 Protection civile	2703 Service des assurances sociales	
NATURE	301 Traitements	-22'900	58'900			185'900	221'900
	303 Cotisations aux assurances sociales	-2'000	5'000			16'100	19'100
	304 Cotisations à la Caisse de pensions	-3'100	600			26'000	23'500
	311 Achats d'objets mobiliers et d'installations					10'000	10'000
	314 Entretien des biens immobiliers				63'000		63'000
	315 Entretien d'objets mobiliers et d'installations			35'000			35'000
	Total des charges	-28'000	64'500	35'000	63'000	238'000	372'500
	439 Autres recettes				-63'000		-63'000
	451 Participation de l'Etat aux charges					-238'000	-238'000
	Total des revenus	0	0	0	-63'000	-238'000	-301'000
TOTAL SPORTS, INTEGRATION ET PROTECTION DE LA POPULATION		-28'000	64'500	35'000	0	0	71'500
Page du préavis		page 7	page 8	page 8	page 9	page 9	

200 Service administratif et de l'intégration

2000 Administration, comptabilité et intégration

	Budget	Crédit suppl.
2000.301 Traitements	fr. 1'976'500.-	fr. -22'900.-
2000.303 Cotisations aux assurances sociales	fr. 170'300.-	fr. -2'000.-
2000.304 Cotisations à la caisse de pensions	fr. 287'600.-	fr. -3'100.-

Voir détail sous la rubrique 3000 "Secrétariat général", demande "Observatoire de la sécurité – Transfert d'un collaborateur de SIPP à LSP le 01.09.2013".

2101 Service des sports

		Budget	Crédit suppl.
2101.301	Traitements	fr. 9'538'200.-	fr. 58'900.-
2101.303	Cotisations aux assurances sociales	fr. 822'000.-	fr. 5'000.-
2101.304	Cotisations à la caisse de pensions	fr. 1'138'700.-	fr. 600.-

Mise en œuvre de l'aménagement du temps de travail (ATT) au Service des sports

Le 31 octobre 2013, la Municipalité a adopté les conclusions d'une note du Service du personnel relative à l'introduction de l'ATT au Service des sports avec effet au 1er décembre 2013. Dans ce cadre, elle a accepté de créer, en faveur du personnel d'exploitation de l'unité "surfaces sportives" (centres omnisports et terrains de football) du Service des sports, une nouvelle indemnité de 1'800 francs par an pour "horaires irréguliers" en compensation de l'impossibilité de garantir la planification des horaires de travail deux semaines à l'avance, en dérogation à l'article 24 des dispositions réglementaires sur l'horaire de travail et l'aménagement du temps de travail du personnel de l'administration communale (DR-ATT). Au total, 21 personnes sont concernées par cette indemnité nouvelle, dont le coût global pour 2014 s'élève à 41'000 francs (traitements et cotisations aux assurances sociales).

De plus, la Municipalité a également autorisé le Service des sports à engager du personnel auxiliaire pour respecter les dispositions légales et réglementaires en matière de durée du travail et alloué un montant annuel supplémentaire non compensé de 28'090 francs pour couvrir les charges dudit personnel auxiliaire (traitements, cotisations aux assurances sociales et à la caisse de pensions). Les engagements ayant été effectués à fin février, les coûts financiers sont évalués à 23'500 francs pour l'année 2014.

Vu ce qui précède et dès lors que le budget du Service des sports pour l'année en cours ne comprend pas les montants nécessaires pour absorber les coûts liés à l'introduction de l'ATT au sein dudit service, l'octroi d'un crédit supplémentaire global de 64'500 francs s'avère nécessaire.

220 Service de la police du commerce*2201 Inhumations et incinérations*

		Budget	Crédit suppl.
2201.315	Entretien d'objets mobiliers et d'installations	fr. 519'500.-	fr. 35'000.-

Remplacement de l'échangeur de chaleur du filtre du four crématoire N° 4 du Centre funéraire de Montoie (CFM)

Pour respecter les normes environnementales, les quatre fours crématoires du CFM possèdent des installations de filtration des fumées, dont font partie des échangeurs de chaleur.

Les filtres des quatre fours ont été successivement mis en fonction entre novembre 2007 et mai 2008, de manière à ne pas interrompre l'activité de crémation du fait de ces travaux.

Durant la première année d'exploitation, trois filtres se sont révélés défectueux et ont été remplacés par le constructeur, puisqu'ils étaient sous garantie (= 2 ans). Etrangement, le quatrième filtre n'a pas présenté les mêmes défauts. L'Office des inhumations et incinérations a cependant demandé au fournisseur de le changer de manière préventive, ce qu'il a refusé de faire, au motif qu'aucun défaut n'était encore apparu.

Actuellement, cet échangeur se trouve hors d'usage (fuite du liquide de refroidissement) et doit être remplacé rapidement pour assurer une utilisation optimale des installations de crémation, respecter les normes légales anti-pollution et profiter du rabais finalement consenti par le fournisseur de 37% (20'000 francs). En effet, compte tenu de l'historique des trois autres filtres, celui-ci a fini par admettre de remplacer cet échangeur à prix coûtant.

250 Service de protection et sauvetage**2501 Protection civile**

		Budget		Crédit suppl.	
2501.314	Entretien des biens immobiliers	fr.	116'500.-	fr.	63'000.-
2501.439	Autres recettes	fr.	-3'100.-	fr.	-63'000.-

Réfection du poste de commandement de l'abri de la Vallée-de-la-Jeunesse

L'abri de la Vallée-de-la-Jeunesse, situé dans les sous-sols du complexe scolaire du même nom, est équipé d'un poste de commandement pour la division de la protection civile du SPSL. Cette installation, qui date du début des années 1970, revêt un rôle important, puisqu'elle permet de centraliser la conduite et l'engagement de la protection civile, notamment dans le cadre de la coordination des partenaires engagés pour assurer la sécurité lors des grandes manifestations sportives organisées par la Ville (service sanitaire, sapeurs-pompiers, police, protection civile). Or, ces locaux n'ont, jusqu'à ce jour, jamais été rénovés, et se trouvent dans un état de vétusté avancé, qui a notamment contraint à mettre les sanitaires hors service. Afin de pouvoir assainir cette infrastructure, il apparaît nécessaire d'effectuer des travaux de remise en état, dont le coût total est devisé à 63'000 francs, montant qui ne peut pas être supporté par le budget annuel de la protection civile. C'est pourquoi, l'octroi d'un crédit supplémentaire s'avère nécessaire. Toutefois, ce dernier sera entièrement compensé par le prélèvement d'un montant identique, autorisé par le Service de la sécurité civile et militaire (SSCM), sur le fonds des contributions de remplacement.

2703 Service des assurances sociales

		Budget		Crédit suppl. 1 ^{ère} série		Crédit suppl.	
2703.301	Traitements	fr.	5'904'500.-	fr.		fr.	185'900.-
2703.303	Cotisations aux assurances sociales	fr.	508'900.-	fr.		fr.	16'100.-
2703.304	Cotisations à la caisse de pensions	fr.	799'200.-	fr.		fr.	26'000.-
2703.311	Achats d'objets mobiliers et d'installations	fr.	204'500.-	fr.		fr.	10'000.-
2703.451	Participation de l'Etat aux charges	fr.	-900'000.-	fr.		fr.	-238'000.-

Extension, entièrement compensée financièrement par le Département de la santé et de l'action sociale (DSAS), des compétences du Service des assurances sociales (SAS).

Depuis l'entrée en vigueur du régime des PC familles, le SAS a démontré sa capacité à gérer efficacement les demandes des assurés, lesquels se voient reconnaître leur droit aux prestations deux à trois fois plus rapidement que dans le reste du Canton.

Cette situation n'a pas échappé à l'attention des autorités cantonales, qui souhaitent améliorer l'accès au régime des PC familles, et en optimiser la gérance, sous la forme d'une nouvelle répartition des tâches entre le SAS et la Caisse cantonale vaudoise de compensation.

Dans ce sens, le DSAS souhaite étendre les compétences du SAS à l'agglomération lausannoise, ce qui représente environ 50% des bénéficiaires du canton, contre 30% aujourd'hui. Pour faire face à ce transfert de charges, deux EPT supplémentaires sont nécessaires, EPT que le SAS peut accueillir, dès lors que, fort heureusement, il dispose de surfaces suffisantes.

Cela étant, la gestion de la moitié du volume d'affaires cantonal n'est plus assurable par le seul personnel actuellement en place. Les nouvelles responsabilités induites par cette évolution nécessitent la création d'un poste de chef de bureau et d'un poste de secrétaire, représentant une charge globale nouvelle de 228'000 francs en chiffre rond. De plus, ces deux nouveaux postes impliquent, bien sûr, l'acquisition de deux bureaux standard complets, pour un montant de 10'000 francs.

Vu ce qui précède, l'octroi d'un crédit supplémentaire total de 238'000 francs s'avère nécessaire, crédit supplémentaire qui sera compensé par le versement, effectué par le DSAS, d'une somme équivalente.

3 LOGEMENT ET SECURITE PUBLIQUE

Total des crédits supplémentaires par service et par nature :

		SERVICES			TOTAL PAR NATURE
		3000 Secrétariat général	3101 Corps de police	3306 Service du logement et des gérances	
NATURE	301 Traitements	68'800	-43'300	8'600	34'100
	303 Cotisations aux assurances sociales	5'900	-2'600	800	4'100
	304 Cotisations à la caisse de pensions	9'300	-9'500	600	400
	312 Eau, énergie et chauffage			-99'200	-99'200
	317 Déplacements, débours, dédommagements		20'100		20'100
	318 Autres prestations de tiers		53'900		53'900
	Total des charges	84'000	18'600	-89'200	13'400
	434 Redevances et prestations facturées		-10'300	-7'000	-17'300
	451 Participation du Canton aux charges		-82'300	-66'000	-148'300
	490 Imputations internes			106'200	106'200
Total des revenus	0	-92'600	33'200	-59'400	
TOTAL LOGEMENT ET SECURITE PUBLIQUE		84'000	-74'000	-56'000	-46'000
Page du préavis		page 10	page 11	page 13	

3000 Secrétariat général

		Budget	Crédit suppl.
3000.301	Traitements	fr. 1'242'200.-	fr. 68'800.-
3000.303	Cotisations aux assurances sociales	fr. 106'900.-	fr. 5'900.-
3000.304	Cotisations à la caisse de pensions	fr. 180'800.-	fr. 9'300.-

Observatoire de la sécurité – Transfert d'un collaborateur de SIPP à LSP le 01.09.2013

Conformément à la décision de la Municipalité du 29.08.2013, le poste d'assistant administratif A, à 75%, rattaché à l'observatoire de la sécurité, secrétariat général LSP, dès le 01.09.2013, est constitué de :

- a) 0.25 ept du poste d'assistant-e BLI rattaché à l'actuel Service administratif et de l'intégration (SAI), et occupé à 50% jusqu'au 31.08.2013 par le collaborateur transféré;
- b) 0.5 ept du poste "gestionnaire de stock" transféré provisoirement du Service du logement et des gérances (SLG) aux SIL, le 1^{er} août 2012, et qui sera rétrocedé au plus tard le 1^{er} juillet 2014.

La présente demande régularise les impacts financiers découlant de cette décision.

Voir aussi sous 2000 "SAI – Administration, comptabilité et intégration" et 3306 "Service du logement et des gérances".

3101 Corps de police

		Budget	Crédit suppl.
3101.301	Traitements	fr. 67'794'100.-	fr. 66'900.-
3101.303	Cotisations aux assurances sociales	fr. 5'843'600.-	fr. 5'900.-
3101.304	Cotisations à la caisse de pensions	fr. 11'592'300.-	fr. 9'500.-
3101.451	Participation du Canton aux charges	fr. -1'246'000.-	fr. -82'300.-

Académie de police de Savatan – Prolongation d'un contrat à durée déterminée à 80% d'un collaborateur civil (instructeur sanitaire)

L'Académie de police connaît un développement important au niveau du nombre de policiers à former, ce qui génère une forte augmentation de la charge administrative. Afin de respecter le nombre d'ept que le Corps de police (CP) doit mettre à disposition de l'Académie, selon une clé de répartition au prorata du nombre d'aspirants en formation, le CP sollicite la prolongation du contrat à durée déterminée d'un poste civil d'instructeur sanitaire à 80%, pour une période de 36 mois, soit du 1^{er} mars 2014 au 28 février 2017.

La présente demande est destinée à couvrir les charges salariales du collaborateur pour l'exercice 2014. Les coûts liés à ce poste sont intégralement financés par l'Académie de police.

		Budget	Crédit suppl.
3101.301	Traitements	fr. 67'794'100.-	fr. -64'000.-
3101.303	Cotisations aux assurances sociales	fr. 5'843'600.-	fr. -5'500.-
3101.304	Cotisations à la caisse de pensions	fr. 11'592'300.-	fr. -10'500.-

Voir détail sous la rubrique 1500 "Service d'organisation et d'informatique", demande "Nouvelle application informatique pour la gestion des horaires d'ouverture des établissements publics".

		Budget	Crédit suppl.
3101.317	Déplacements, débours, dédommagements	fr. 505'800.-	fr. 10'300.-
3101.434	Redevances et prestations facturées	fr. -7'557'800.-	fr. -10'300.-

Frais pour l'engagement d'un dispositif policier lors du Sommet des matières premières

Du 31 mars au 2 avril 2014 aura lieu à Lausanne un congrès international consacré aux matières premières. Le premier jour de cette rencontre de haut niveau, une manifestation est organisée par un collectif luttant contre la spéculation sur les matières premières. Un dispositif policier devra dès lors être mis en place afin d'assurer la sécurité des personnalités présentes et éviter tout débordement.

Dit dispositif comprendra environ quatre cents policiers cantonaux et communaux, dont une partie en réserve pour les deuxième et troisième jours. Le Corps de police est en charge de la logistique de toute l'opération, y compris la subsistance pour l'entier du personnel engagé. Les frais effectifs seront facturés aux organisateurs, qui ont donné leur accord.

Le budget sous rubrique 3101.317 ne permet pas d'absorber cette dépense supplémentaire, d'où la présente demande de crédit supplémentaire. Ces frais seront intégralement compensés par la facturation à l'organisateur.

		Budget		Crédit suppl.	
3101.317	Déplacements, débours, dédommagements	fr.	505'800.-	fr.	9'800.-
3101.318	Autres prestations de tiers	fr.	840'000.-	fr.	-9'800.-

DIAM – Exercice "catastrophe" 2014

Du 14 au 17 avril 2014 aura lieu à Le Day un exercice "catastrophe" cantonal grandeur nature. Le thème de cet entraînement quadriennal sera la prise en charge d'un cas "AMOK", à savoir un ou des forcenés intervenant en milieu scolaire.

Le Corps de police délèguera trente-deux collaborateurs pour cet exercice, plus un nombre indéterminé d'observateurs, ce qui engendrera la prise en charge, par le Service, de leurs frais de repas et de déplacement.

Le budget global affecté à cet exercice en 2014 est enregistré sous la rubrique 3101.318. La présente demande a pour but de régulariser la comptabilisation des frais de repas et de déplacement sous la rubrique adéquate (3101.317).

		Budget		Crédit suppl.	
3101.318	Autres prestations de tiers	fr.	840'000.-	fr.	74'000.-
3101.301	Traitements	fr.	67'794'100.-	fr.	-46'200.-
3101.303	Cotisations aux assurances sociales	fr.	5'843'600.-	fr.	-3'000.-
3101.304	Cotisations à la caisse de pensions	fr.	11'592'300.-	fr.	-8'500.-

Engagement d'un formateur extérieur indépendant pour l'enseignement de la self-défense

La sécurité personnelle ainsi que l'usage des moyens de contrainte (armes non létales, menottes) sont des éléments extrêmement importants tant pour les policiers que pour la population. Le choix des moyens à engager en fonction de la situation est essentiel et doit être exercé régulièrement. Le personnel policier est ainsi amené à suivre très régulièrement des entraînements, qui doivent être conduits par des moniteurs qualifiés.

La formation des moniteurs est relativement longue, exigeante et onéreuse, si bien qu'un nombre limité de collaborateurs est affecté à cette tâche importante. De plus, une certification de l'Institut Suisse de Police est nécessaire. Une seule absence signifie ainsi l'impossibilité de garantir un minimum de formation à tout le personnel concerné.

Un des moniteurs en question est actuellement indisponible pour des raisons de santé, et le sera vraisemblablement pour une longue durée. Un autre poste de moniteur est vacant au minimum jusqu'au mois de juillet 2014.

Pour pallier ces absences, il est nécessaire de faire appel à un prestataire externe, le temps de former un ou des nouveaux collaborateurs. Ce moniteur indépendant est en outre à même de dispenser une partie de la formation nécessaire à de futurs moniteurs du Corps de police.

Un crédit supplémentaire de 74'000 francs, sous rubrique 3101.318, s'avère indispensable afin de couvrir les dépenses de ce formateur externe au bénéfice du statut d'indépendant. Les indemnités assurance accident, de 33'400 francs, sont encaissées par l'Administration générale et culture (rubrique 1200.436). Ce montant est donné à titre indicatif. Il n'est pas présenté dans cette demande en compensation parce qu'il est inclus dans le budget global du Service du personnel. L'économie réalisée sur le poste de moniteur vacant pendant six mois s'élève quant à elle à 57'700 francs, charges comprises.

		Budget	Crédit suppl.
3101.318	Autres prestations de tiers	fr. 840'000.-	fr. -10'300.-

Voir détail sous "B. Autorisations d'achats", rubrique 3101 "Corps de police", demande "Remplacement d'un destructeur de documents industriel".

3306 Service du logement et des gérances

		Budget	Crédit suppl.
3306.301	Traitements	fr. 9'785'300.-	fr. 54'400.-
3306.303	Cotisations aux assurances sociales	fr. 856'000.-	fr. 4'800.-
3306.304	Cotisations à la caisse de pensions	fr. 1'229'700.-	fr. 6'800.-
3306.451	Participation du Canton aux charges	fr. -6'000.-	fr. -66'000.-

Augmentation à durée limitée d'un ept au plan des postes de l'unité juridique et statistique du Service du logement et des gérances (SLG)

Afin de donner suite à une recommandation fédérale, l'Office de l'information sur le territoire (OIT) a proposé au SLG d'introduire un numéro administratif de logement (NAL) dans le registre cantonal des bâtiments et logements (RCB) pour permettre la localisation de plus 70'000 logements lausannois. Sur le plan administratif, cette nouvelle donnée est particulièrement attendue, tant par le SLG que par les SIL, car elle est l'indispensable complément aux identifiants fédéraux (EGID et EWID) déjà attribués dans le cadre de la Loi sur l'harmonisation des registres (LHR). Sur le plan opérationnel, ce numéro sera également fort utile aux gérances et aux propriétaires qui pourront s'en servir notamment pour le matérialiser dans leurs bâtiments.

Afin d'asseoir ce projet, il est opportun pour le SLG de procéder à l'engagement, sous contrat de droit privé à durée déterminée du 1^{er} mars au 31 décembre 2014, de l'auxiliaire engagé pour cette tâche le 1er décembre 2013 et dont la période probatoire de trois mois se termine à fin février 2014.

Le SLG et l'OIT ont signé, en novembre 2013, une convention de collaboration qui précise les termes du projet et ses modalités ainsi que la compensation par cet office de l'intégralité des frais avancés pour la réalisation de ce travail.

		Budget	Crédit suppl.
3306.301	Traitements	fr. 9'785'300.-	fr. -45'800.-
3306.303	Cotisations aux assurances sociales	fr. 856'000.-	fr. -4'000.-
3306.304	Cotisations à la caisse de pensions	fr. 1'229'700.-	fr. -6'200.-

Voir détail sous la rubrique 3000 "Secrétariat général", demande "Observatoire de la sécurité – Transfert d'un collaborateur de SIPP à LSP le 01.09.2013".

		Budget	Crédit suppl.
3306.490	Imputations internes	fr. -41'408'700.-	fr. 20'000.-
3306.312	Eau, énergie, chauffage	fr. 3'838'000.-	fr. -16'000.-
3306.434	Redevances et prestations facturées	fr. -4'973'900.-	fr. -4'000.-

Voir détail sous la rubrique 1401 "Service de la culture", demande "Soutien aux activités de l'Espace culturel des Terreaux".

		Budget	Crédit suppl.
3306.490	Imputations internes	fr. -41'408'700.-	fr. 86'200.-
3306.312	Eau, énergie, chauffage	fr. 3'838'000.-	fr. -83'200.-
3306.434	Redevances et prestations facturées	fr. -4'973'900.-	fr. -3'000.-

Voir détail sous la rubrique 1401 "Service de la culture", demande "Conservatoire de Lausanne, rue de la Grotte 2 – Loyer 2014".

4. TRAVAUX

Néant.

5. ENFANCE, JEUNESSE ET COHESION SOCIALE

Total des crédits supplémentaires par service et par nature :

		SERVICES					TOTAL PAR NATURE
		5112 Unités prestations	5613 Institutions d'éducation	5800 Ecoles primaires et secondaires	5900 Lieux d'accueil de jour municipaux	5901 Institutions subventionnées	
NATURE	312 Eau, énergie et chauffage				2'800		2'800
	314 Entretien des biens immobiliers	-15'000		590'300			575'300
	315 Entretien d'objets mobiliers et d'installations		8'000				8'000
	316 Loyers et redevances d'utilisation				32'400		32'400
	318 Autres prestations de tiers	-12'000				-35'200	-47'200
	319 Impôts, taxes et frais divers	15'000					15'000
	Total des charges	-12'000	8'000	590'300	35'200	-35'200	586'300
	436 Dédommagements de tiers			-356'000			-356'000
	439 Autres recettes			-54'300			-54'300
	451 Participation du Canton aux charges		-8'000				-8'000
	480 Prélèvements sur les réserves	-71'000					-71'000
	Total des revenus	-71'000	-8'000	-410'300	0	0	-489'300
TOTAL ENFANCE, JEUNESSE ET COHESION SOCIALE	-83'000	0	180'000	35'200	-35'200	97'000	
Page du préavis	page 15	page 15	page 15	page 18	page 18		

511 Service social Lausanne - CSR**5112 Unité prestations**

		Budget	Crédit suppl.
5112.318	Autres prestations de tiers	fr. 588'300.-	fr. -12'000.-
5112.480	Prélèvements sur les réserves	fr. -12'000.-	fr. -71'000.-

Voir détail sous la rubrique 1500 "Service d'organisation et d'informatique", demande "Dossiers SSL : développement d'un module supplémentaire pour l'appui social".

		Budget	Crédit suppl.
5112.319	Impôts, taxes et frais divers	fr. 40'200.-	fr. 15'000.-
5112.314	Entretien des biens immobiliers	fr. 210'400.-	fr. -15'000.-

Avance de frais pour expulsions de sous-locataires des logements de transition

L'unité logement du SSL peut se trouver contrainte de demander l'expulsion d'un locataire de son logement de transition lorsqu'il ne règle pas son loyer alors même qu'il en a les moyens, lorsque son comportement s'avère excessivement problématique (notamment pour le voisinage), ou encore lorsqu'il n'entreprend aucune démarche en vue de retrouver un logement durable et refuse toute aide à cet effet, et cela quand bien même le bail est échu. Dans ce dernier cas, le service doit avancer les frais auprès du Tribunal des baux. Cette demande de crédit supplémentaire doit permettre de faire face à quelques cas.

561 Service de la jeunesse et des loisirs**5613 Institutions d'éducation**

		Budget	Crédit suppl.
5613.315	Entretien d'objets mobiliers et d'installations	fr. 2'100.-	fr. 8'000.-
5613.451	Participation du Canton aux charges	fr. -2'808'100.-	fr. -8'000.-

Réparation du véhicule du Centre pour adolescents de Valmont

Remplacement de la boîte à vitesse du bus du Centre.

5800 Ecoles primaires et secondaires

		Budget	Crédit suppl.
5800.314	Entretien des biens immobiliers	fr. 2'932'000.-	fr. 356'000.-
5800.436	Dédommagements de tiers	fr. -212'200.-	fr. -356'000.-

Collège des Bergières – bât. D – Incendie du 19 janvier 2014

Dans la nuit du dimanche 19 janvier 2014 à 02h50, des inconnus ont bouté le feu au tapis extérieur de l'entrée principale du bâtiment D du collège des Bergières. Sous l'effet de la chaleur, les vitres se sont brisées, ce qui a occasionné d'importantes intrusions de fumée et de suie dans les trois étages du bâtiment. Malgré l'engagement des pompiers et le travail considérable de nettoyage, il n'a pas été possible de rendre le bâtiment aux écoliers et utilisateurs le lundi.

La mesure d'urgence a consisté à nettoyer les classes, soit le mobilier scolaire, les moquettes, les murs et les plafonds, afin que les élèves réintègrent l'école. Le nettoyage s'est poursuivi durant la semaine par le secrétariat, les classes spéciales, les halls et les cages d'escalier. La suie s'étant déposée à l'intérieur des faux-plafonds des couloirs, ceux-ci n'ont pas pu être assainis en présence des élèves. Ils ont été confinés (suie volatile) avant d'être déposés et nettoyés lors des relâches de février.

A l'extérieur du bâtiment, le feu a détruit les quatre portes d'accès en métal et les verres isolants autour de l'entrée. Les dalles en béton autour du tapis en caoutchouc et l'étanchéité sont à remplacer sur 20 m² lors de la remise en état.

En-dessus de l'entrée, correspondant à la dalle du 1er étage, la fumée a noirci l'entier du faux-plafond en bois, ainsi que l'isolation (env. 350 m²). Malgré un nettoyage à l'eau, de nombreuses taches noires subsistent sur le bois et la structure métallique. Celui-ci devra être déposé, poncé et remis en place lors des vacances scolaires de Pâques ou d'été 2014. A cette occasion, la structure métallique noircie sera nettoyée et l'isolation remplacée.

Le montant des travaux de nettoyage et mesures d'urgence déjà exécutés et payés s'élève à ce jour à fr. 255'232.50.

Les travaux de remise en état, remplacement et solde de nettoyage sont estimés à 100'000 francs.

La détermination de la participation de prise en charge par l'ECA pour ces travaux est en cours de négociation par l'unité assurances choses et patrimoine du Service juridique.

		Budget	Crédit suppl.
5800.314	Entretien des biens immobiliers	fr. 2'932'000.-	fr. 54'300.-
5800.439	Autres recettes	fr. -142'000.-	fr. -54'300.-

Optimisation énergétique de l'éclairage du collège d'Entre-Bois

Le projet concerne 19 salles de classe dans des bâtiments construits en 1966 avec un éclairage de technologie dépassée. La puissance cumulée de l'éclairage pour l'ensemble des salles dépasse 40 kW pour une consommation annuelle de l'ordre de 76'000 kWh.

Le nouvel éclairage de l'ensemble des salles aura une puissance cumulée de 13.7 kW (réduction de l'ordre de 70%) pour une consommation de l'ordre de 26'000 kWh, soit une économie de 50'000 kWh. L'économie financière théorique sur la base de consommation moyenne est de 12'000 francs par an (ce chiffre pourra varier à la hausse ou à la baisse en fonction des conditions climatiques et des usages).

En outre, le confort visuel pour les élèves serait grandement amélioré grâce à un éclairage plus homogène.

Le coût total de ce projet s'élève à 90'300 francs. Un montant de 36'000 francs sera pris en charge par le budget d'entretien courant. Le solde, soit 54'300 francs fait l'objet de ce crédit supplémentaire et sera entièrement compensé par le fonds pour l'efficacité énergétique.

		Budget	Crédit suppl.
5800.314	Entretien des biens immobiliers	fr. 2'932'000.-	fr. 180'000.-

Salle omnisports du Vieux-Moulin – Infiltrations d'eau défauts d'ouvrage

La salle omnisports du Vieux Moulin, terminée à la rentrée de l'été 2005, fait l'objet d'investigations suite à des problèmes d'infiltrations dans les zones des vestiaires.

Dans l'intervalle, une prolongation des délais de prescription a été sollicitée et acceptée par les entreprises et mandataires concernés qui ont été convoqués sur place en 2011/2012.

2012

Une première demande de crédit supplémentaire de 180'000 francs a été acceptée fin 2012, elle a permis d'engager les premières investigations, dirigées par un expert avec l'appui du Service d'architecture et du Service des écoles.

Des sondages extérieurs ont révélés plusieurs malfaçons et tassements sur les réseaux d'écoulement des eaux de pluie.

La mise en pression de tous les réseaux d'alimentation hydraulique n'a pas démontré de défauts.

La chemise drainante contre les soubassements du bâtiment a été parfaitement exécutée.

Des tests d'étanchéité des grilles d'écoulement des douches ont présentés des points faibles. Plusieurs mesures d'assèchement n'ont pas pu être engagées en 2012. De ce fait, les investigations ont été reconduites durant l'année 2013, afin de pouvoir déterminer plus précisément les causes et les responsabilités. Le coût de cette 1^{ère} phase s'est élevé à 49'220 francs.

2013

Le solde sur le crédit initial, soit 130'780 francs, a fait l'objet d'un report sur 2013, dans le cadre des crédits supplémentaires, 1^{ère} série. Les investigations ont continué d'être dirigées par l'expert désigné. Les assureurs et mandataires ont été informés régulièrement sur l'avancement des recherches.

Lors de cette 2^{ème} phase, le sol du sixième vestiaire / douche (situé à l'est) a été entièrement démolé jusqu'au radier, afin de pouvoir observer et mettre en évidence les points d'infiltrations.

Les grilles de sol des douches ont révélé des modifications réalisées sur les pièces d'origine: des percements, ordonnés par la Direction des travaux et exécutés par l'installateur sanitaire, seraient à l'origine des venues d'eau. Cette modification est aussi observée dans les autres douches.

Pour vérifier cette hypothèse, des travaux de remise en état du vestiaire-douche test ont été engagés, avec la pose de nouvelles grilles d'écoulement, ceci afin de pouvoir remettre à disposition des usagers ce lieu occupé depuis plus d'une année. A ce jour, nous n'avons pas constaté de venue d'eau dans ce vestiaire.

Le coût cumulé des travaux d'investigations et de réparations réalisés en 2012 et 2013 pour le premier vestiaire/douche s'élève à 156'603 francs.

Le rapport de l'expert a été présenté, en présence des mandataires et représentants des assurances, en date du 18 juin 2013.

2014

Les travaux prévus en 2014 concernent les 5 locaux vestiaires/douches restant. L'ensemble des grilles de sol, modifiées par l'installateur, doivent être dégagées et remplacées par des grilles neuves.

L'isolation de la chape flottante de toutes les zones concernées et les halls de dégagement devront être asséchés pour extraire toute trace d'humidité résiduelle avérée.

Le coût de la phase 3 à réaliser en été 2014 s'élève à 180'000 francs.

Les travaux supportés par les crédits cumulés à hauteur de 336'603 francs seront en tout ou partie indemnisés dans le cadre des couvertures d'assurances "chantier", voire par les mandataires ou maîtres d'état incriminés. La répartition des responsabilités et la fixation des prestations sont en cours de négociation avec l'assureur, par l'intermédiaire du Service d'architecture et de l'unité assurances choses et patrimoine du Service juridique.

590 Service d'accueil de jour de l'enfance (SAJE)*5900 Lieux d'accueil de jour municipaux*

		Budget	Crédit suppl.
5900.312	Eau, énergie et chauffage	fr. 209'200.-	fr. 2'800.-
5900.316	Loyers et redevances d'utilisation	fr. 1'571'200.-	fr. 32'400.-

Reprise d'un bail à loyer en APEMS à la rue de la Pontaise 18

Lors de la planification de la rentrée scolaire 2013 en APEMS dans le secteur Pontaise/Vieux-Moulin/Colline, il était prévu d'offrir 108 places réparties comme suit :

- 60 à la Maison de Quartier de la Pontaise;
- 24 à l'antenne de l'Ancien-Stand;
- 24 au chemin des Crêtes 7.

Toutefois, pour les 24 places au ch. des Crêtes 7, l'Office cantonal d'accueil de jour des enfants (OAJE) a subordonné son accord à des travaux complémentaires (entre autres, 2^{ème} toilette).

Un relevé effectué aux vacances d'automne 2013 démontre que 193 enfants sont inscrits et que plus de 140 fréquentent ces lieux les mardis et jeudis à midi.

La Fondation pour l'Animation Socioculturelle Lausannoise (FASL) souhaitait trouver un repreneur pour un local de 140 m² à la rue de la Pontaise 18. Cette opportunité permet de

- diminuer de 24 à 12 places la capacité du lieu sis au chemin des Crêtes 7 et d'éviter les travaux de mise en conformité exigé par l'OAJE;
- créer 36 places supplémentaires dans le nouveau local situé à la rue de la Pontaise 18;
- anticiper la prochaine rentrée scolaire.

Le surcoût lié à la reprise de ce bail à loyer s'élève à 35'160 francs par année (loyer : 32'400 francs / charges : 2'760 francs) et ce dernier est entièrement compensé.

Voir aussi sous 5901 "Institutions subventionnées".

5901 Institutions subventionnées

		Budget	Crédit suppl.
5901.318	Autres prestations de tiers	fr. 28'733'600.-	fr. -35'200.-

Voir détail sous la rubrique 5900 "Service d'accueil de jour de l'enfance", demande "Reprise d'un bail à loyer en APEMS à la rue de la Pontaise 18".

6. FINANCES ET PATRIMOINE VERT

Total des crédits supplémentaires par service et par nature :

		SERVICES			TOTAL PAR NATURE	
		6010 Secrétariat général Fipav	6601 Parcs et domaines	6900 Service financier		
NATURE	301	Traitements	86'000	67'000	105'500	258'500
	303	Cotisations aux assurances sociales	7'000	7'600	8'900	23'500
	304	Cotisations à la caisse de pensions	3'000	4'500	9'300	16'800
	311	Achats d'objets mobiliers et d'installations	4'000		2'400	6'400
	Total des charges		100'000	79'100	126'100	305'200
	436	Dédommagements de tiers			-15'300	-15'300
	439	Autres recettes		-79'100		-79'100
	Total des revenus		0	-79'100	-15'300	-94'400
TOTAL FINANCES ET PATRIMOINE VERT		100'000	0	110'800	210'800	
Page du préavis		page 19	page 20	page 20		

6010 Secrétariat général Fipav

		Budget	Crédit suppl.
6010.301	Traitements	fr. 787'000.-	fr. 86'000.-
6010.303	Cotisations aux assurances sociales	fr. 68'100.-	fr. 7'000.-
6010.304	Cotisations à la caisse de pensions	fr. 114'700.-	fr. 3'000.-
6010.311	Achats d'objets mobiliers et d'installations	fr. 7'600.-	fr. 4'000.-

Voir détail sous la rubrique 1500 "Service d'organisation et d'informatique", demande "Versement de la subvention de 80 francs par habitant".

660 Service des parcs et domaines**6601 Parcs et domaines**

		Budget		Crédit suppl.	
6601.301	Traitements	fr.	27'903'700.-	fr.	67'000.-
6601.303	Cotisations aux assurances sociales	fr.	2'490'600.-	fr.	7'600.-
6601.304	Cotisations à la caisse de pensions	fr.	3'790'100.-	fr.	4'500.-
6601.439	Autres recettes	fr.	-886'300.-	fr.	-79'100.-

Engagement d'un auxiliaire sur le site de la Tuilière

S'agissant de la compostière et pour ce qui est des modalités de facturation de la prise en charge des déchets de ASST, il a d'ores et déjà été décidé avec ASST que le surcoût de traitement des souillures des déchets verts ne fera plus l'objet d'une facturation séparée mais sera incluse, dès le 1^{er} janvier 2014, dans la nouvelle taxe de prise en charge facturée par le SPADOM à ASST. Ce nouveau mode de faire oblige le SPADOM à augmenter le montant de la présente proposition d'adjudication par rapport aux montants adjugés ces dernières années (voir plus bas). Comme il importe de pouvoir trier les déchets verts souillés avant de les défibrer, le SPADOM a décidé l'engagement d'un auxiliaire en 2014. Cet auxiliaire sera chargé de trier les déchets déversés par ASST. Il sera sous les ordres de Rosat Compost-Energie Sàrl tout en étant formellement rattaché au SPADOM. Le coût de revient de cet auxiliaire sera couvert par l'augmentation de la taxe de prise en charge des déchets verts facturée à ASST. Tout sera fait pour que ce travail permette d'améliorer la qualité finale du compost afin d'en assurer son écoulement aux conditions actuelles.

6900 Service financier

		Budget		Crédit suppl.	
6900.301	Traitements	fr.	3'624'800.-	fr.	27'000.-
6900.303	Cotisations aux assurances sociales	fr.	310'600.-	fr.	2'000.-
6900.304	Cotisations à la caisse de pensions	fr.	515'200.-	fr.	2'000.-
6900.436	Dédommagements de tiers	fr.	0.-	fr.	-15'300.-

Congé maternité

Une collaboratrice de la Comptabilité générale est actuellement en arrêt grossesse (terme prévu début février). Afin d'assurer la continuité et la bonne marche de ce secteur, l'engagement d'un auxiliaire s'avère indispensable. La présente demande couvre le congé maternité qui sera suivi d'un mois pour l'allaitement de l'enfant.

Ces charges seront partiellement compensées par l'encaissement des indemnités relatives à l'allocation fédérale de maternité.

		Budget		Crédit suppl.	
6900.301	Traitements	fr.	3'624'800.-	fr.	78'500.-
6900.303	Cotisations aux assurances sociales	fr.	310'600.-	fr.	6'900.-
6900.304	Cotisations à la caisse de pensions	fr.	515'200.-	fr.	7'300.-
6900.311	Achats d'objets mobiliers et d'installations	fr.	21'900.-	fr.	2'400.-

Renfort (auxiliaire) pour la Commission communale de recours : 10'600 francs

Suite à l'introduction de la taxe déchets, un grand nombre de recours concernant la taxe de base (taxe au mètre cube) est parvenu à la Commission permanente de recours en matière d'impôt communal et de taxes spéciales. A l'échéance des délais légaux, ce nombre devrait se situer entre 3'000 et 4'000 recours. Une grande partie de ceux-ci sont représentés par la Chambre Vaudoise Immobilière.

Un immense travail administratif est aujourd'hui nécessaire afin de répertorier tous les recours en vue de leur traitement futur. Afin de faire face à cette charge de travail non planifiée, un auxiliaire a d'ores et déjà été engagé pour une durée de 2 mois afin de renforcer le personnel du Service financier qui a été détaché pour cette mission. Non budgétisé, l'engagement de ce renfort nécessite un crédit supplémentaire de CHF 10'600.-.

Remplacement anticipé en vue d'un départ à la retraite : 144'800 francs

L'actuel responsable du secteur impôts et contentieux, adjoint au chef du Service financier, partira selon toute vraisemblance à la retraite durant le dernier trimestre 2014. Ce cadre supérieur officie également en tant que secrétaire de la Commission permanente de recours en matière d'impôt communal et de taxes spéciales (CCRI) (art. 45 LIC).

Compte tenu du grand nombre de recours (entre 3'000 et 4'000) concernant la taxe de base (taxe au mètre cube) dans le cadre de la taxe déchets, il apparaît opportun de procéder au remplacement anticipé de ce poste, ceci afin de pouvoir traiter au plus vite les recours, d'une part, et, d'autre part, pour permettre une transition dans les meilleures conditions possibles.

La CCRI étant une émanation du Conseil communal, et afin de formaliser son indépendance juridique, il est nécessaire que l'engagement se fasse conjointement entre le Service financier et le Conseil communal, à raison de 50% chacun durant la période chargée liée aux traitements de la masse des recours précités, puis à revoir ensuite (la charge estimée du secrétaire en situation normale - environ 50 dossiers par année - est estimée à 30%).

Cet engagement anticipé, non planifié, nécessite un crédit supplémentaire de 144'800 francs correspondant aux charges salariales depuis avril 2014, au paiement des éventuelles heures supplémentaires de l'actuel titulaire du poste, et à un poste de travail.

Voir aussi sous 1000 "Conseil communal".

7. SERVICES INDUSTRIELS

Total des crédits supplémentaires par service et par nature :

		SERVICES					TOTAL PAR NATURE	
		70 Secrétariat général	71 Finances, administration et développement	74 Gaz et chauffage à distance	76 Electricité	78 Service commercial		
NATURE	301	Traitements	89'000		177'200			266'200
	303	Cotisations aux assurances sociales	7'900		15'200			23'100
	304	Cotisations à la caisse de pensions	2'800		26'800			29'600
	305	Assurance-accidents	2'500		4'600			7'100
	309	Autres charges de personnel	-500		500			0
	311	Achats d'objets mobiliers et d'installations	-4'000		34'000	303'000		333'000
	312	Eau, énergie et chauffage			-11'810'000			-11'810'000
	313	Marchandises	-9'000		9'000			0
	315	Entretien d'objets mobiliers et d'installations			500'000	400'000		900'000
	316	Loyers et redevances d'utilisation	-1'000		111'000			110'000
	317	Déplacements, débours, dédommagements	-500		500			0
	318	Autres prestations de tiers	110'800		500	90'000	240'000	441'300
	319	Impôts, taxes et frais divers			11'810'000		-240'000	11'570'000
		Total des charges	198'000	0	879'300	793'000	0	1'870'300
	424	Plus-values, produits exceptionnels		-15'000				-15'000
	435	Ventes			-110'000			-110'000
	436	Dédommagements de tiers	-2'200		-4'300			-6'500
	439	Autres recettes	-91'300					-91'300
	461	Subventions du Canton				-480'000		-480'000
	480	Prélèvements sur les réserves			-749'500	-320'000		-1'069'500
	Total des revenus	-93'500	-15'000	-863'800	-800'000	0	-1'772'300	
	TOTAL SERVICES INDUSTRIELS	104'500	-15'000	15'500	-7'000	0	98'000	
	Page du préavis	page 23	page 24	page 24	page 26	page 27		

70 Secrétariat général

		Budget	Crédit suppl.
70.301	Traitements	fr. 1'636'900.-	fr. 89'000.-
70.303	Cotisations aux assurances sociales	fr. 139'400.-	fr. 7'900.-
70.304	Cotisations à la caisse de pensions	fr. 204'900.-	fr. 2'800.-
70.305	Assurance-accidents	fr. 36'600.-	fr. 2'500.-
70.318	Autres prestations de tiers	fr. 416'600.-	fr. 20'000.-
70.436	Dédommagements de tiers	fr. -47'800.-	fr. -2'200.-

Voir détail sous la rubrique 1500 "Service d'organisation et d'informatique", demande "Versement de la subvention de 80 francs par habitant".

		Budget	Crédit suppl.
70.309	Autres charges de personnel	fr. 13'100.-	fr. -500.-
70.311	Achats d'objets mobiliers et d'installations	fr. 47'600.-	fr. -4'000.-
70.313	Marchandises	fr. 48'200.-	fr. -9'000.-
70.316	Loyers et redevances d'utilisation	fr. 15'300.-	fr. -1'000.-
70.317	Déplacements, débours, dédommagements	fr. 15'600.-	fr. -500.-
70.318	Autres prestations de tiers	fr. 416'600.-	fr. -500.-

Voir détail sous la rubrique 74 "Service du gaz et du chauffage à distance", demande "Transfert des charges liées à la conciergerie oeuvrant sur le site de Pierre-de-Plan du Service secrétariat général au Service du gaz et chauffage à distance".

		Budget	Crédit suppl.
70.318	Autres prestations de tiers	fr. 416'600.-	fr. 91'300.-
70.439	Autres recettes	fr. -404'000.-	fr. -91'300.-

Détermination du bruit de fond sur 4 sites dans le périmètre du projet EolJorat

Le Comité du Fonds pour l'efficacité énergétique (FEE) a accordé un montant de 91'230 francs (TTC) pour financer une étude visant à mesurer, puis modéliser, le bruit de fond de 4 sites dans le périmètre du projet EolJorat Sud. Il s'agit d'analyser les niveaux et la nature du bruit de fond pour en estimer, dans un deuxième temps, son effet de masque sur le bruit éolien. La campagne de mesures (mesure du bruit avec 3 sonomètres par site et des vitesses du vent par un LIDAR) s'étendra d'avril à décembre 2014, à raison de deux semaines de mesures par saison pour chacun des 4 sites. L'étude sera dirigée par l'Institut de géomatique, gestion de l'environnement et construction et surveillance d'ouvrages (G2C) de la Haute école d'ingénierie et de gestion du canton de Vaud (HEIG-VD).

L'analyse des modèles de propagations de bruit éolien, sur la base de mesures du bruit d'une éolienne en service, sera réalisée en parallèle, de manière coordonnée. Le Canton (direction de l'environnement, section bruit et rayonnement non ionisant) et l'Office fédéral de l'environnement finance conjointement ce deuxième volet de l'étude.

Le rapport final basé sur les résultats de ces deux études parallèle et est attendu fin janvier 2015. Il fournira probablement des éléments de réponse pour la réponse au postulat de M. Charles-Denis Perrin "Bruit ou chuchotement dans les bois du Jorat... ?".

71 Finances, administration et développement

		Budget	Crédit suppl.
71.424	Plus-values, produits exceptionnels	fr. -100'000.-	fr. -15'000.-

Voir détail sous "B. Autorisations d'achats", 71 "Finances, administration et développement", demande "Remplacement d'un camion nacelle GTKR pour les SIL, division éclairage public.

74 Gaz et chauffage à distance

		Budget	Crédit suppl.
74.301	Traitements	fr. 10'614'800.-	fr. 177'200.-
74.303	Cotisations aux assurances sociales	fr. 897'400.-	fr. 15'200.-
74.304	Cotisations à la caisse de pensions	fr. 1'424'700.-	fr. 26'800.-
74.305	Assurance-accidents	fr. 264'300.-	fr. 4'600.-
74.311	Achats d'objets mobiliers et d'installations	fr. 1'280'000.-	fr. 30'000.-
74.436	Dédommagements de tiers	fr. -252'400.-	fr. -4'300.-
74.480	Prélèvements sur les réserves	fr. -4'458'900.-	fr. -249'500.-

Demande de 2 EPT en CDD pour renforcer le secteur fuites gaz, 1 EPT en CDD pour renforcer le secteur des postes de détente et comptage (PDC) et l'installation d'un système de gestion du réseau gaz

Afin de pallier les différentes contraintes émises dans les directives de sécurité SSIGE et de garantir une exploitation sûre et fiable des réseaux de gaz, l'engagement d'une équipe supplémentaire de deux EPT au sein du secteur "recherche de fuites" s'avère indispensable. La nouvelle structure implique l'engagement de deux monteuses/euses de réseau en contrat de durée déterminée fixée à 3 ans, ainsi que la transformation d'un poste de monteur/euse de réseau en chef d'équipe. Le montant lié à ce renforcement du secteur "recherche de fuites" s'élève à 148'000 francs.

Dans le but d'optimiser les temps d'intervention d'urgence sur l'ensemble du réseau gaz, l'installation d'un système de localisation des véhicules s'avère nécessaire, dont le coût s'élève à 30'000 francs.

De plus, le Service du gaz et du chauffage à distance doit renforcer la surveillance, l'entretien et intensifier les tests de sécurité des quelque 250 postes de détente et de comptage (PDC) équipant le réseau de distribution de gaz. Afin d'assumer pleinement la directive SSIGE qui impose d'effectuer des contrôles périodiques des installations de détente gaz, l'engagement d'un mécanicien/ne-électricien/ne en contrat à durée déterminée fixée à 3 ans s'avère nécessaire. Le montant lié à ce renforcement du secteur des PDC s'élève à 71'500 francs.

C'est pourquoi, le Service du gaz et du chauffage à distance demande un crédit supplémentaire total de 249'500 francs sur les différentes rubriques précitées, montant qui sera compensé par une augmentation des prélèvements sur le fonds de réserve et de renouvellement gaz (voir rubrique 480).

		Budget	Crédit suppl.
74.309	Autres charges de personnel	fr. 55'000.-	fr. 500.-
74.311	Achats d'objets mobiliers et d'installations	fr. 1'280'000.-	fr. 4'000.-
74.313	Marchandises	fr. 41'000.-	fr. 9'000.-
74.316	Loyers et redevances d'utilisation	fr. 149'700.-	fr. 1'000.-
74.317	Déplacements, débours, dédommagements	fr. 97'100.-	fr. 500.-
74.318	Autres prestations de tiers	fr. 1'260'000.-	fr. 500.-

Transfert des charges liées à la conciergerie œuvrant sur le site de Pierre-de-Plan du Secrétariat général au Service du gaz et du chauffage à distance

Suite à la réorganisation du Service du gaz et du chauffage à distance, le personnel de la section conciergerie a été transféré du Secrétariat général au Service du gaz et du chauffage à distance, dès le 1^{er} août 2013.

Ce nouveau rattachement étant plus logique en termes de management et d'organisation.

Or, les charges liées au personnel n'ont pas pu être mises à temps dans le budget 2014, c'est pourquoi le Service du gaz et du chauffage à distance demande le transfert de ces charges pour un montant total de 15'500 francs du Secrétariat général.

Voir aussi sous 70 "Secrétariat général".

		Budget	Crédit suppl.
74.312	<i>Eau, énergie et chauffage</i>	fr. 132'900'000.-	fr. -11'810'000.-
74.319	<i>Impôts, taxes et frais divers</i>	fr. 3'531'800.-	fr. 11'810'000.-

Adaptation des rubriques comptables utilisées pour la comptabilisation des coûts des rétributions pour l'utilisation du réseau régional de la zone Suisse Occidentale et autres prestations

Afin de s'adapter aux évolutions en cours dans le marché du gaz, notre fournisseur Gaznat S.A. a modifié sa facturation en séparant les différentes prestations. Ce nouveau détail nous permet de distinguer les coûts liés au gestionnaire de réseau de distribution (GRD) et ceux liés au commerce de l'énergie.

Précédemment, les factures de ces rétributions étaient imputées comme des coûts liés à l'énergie dans la rubrique 312. Par souci de cohérence et afin de les traiter de la même manière qu'au Service de l'électricité, ces rétributions doivent être transférées et imputées dans la rubrique 319 ("timbre amont"), selon la demande de l'unité Controlling de FASiL.

C'est pourquoi le Service du gaz et du chauffage à distance demande le transfert de ces charges pour un montant total de 11'810'000 francs de la rubrique 312 à celle 319.

		Budget	Crédit suppl.
74.315	<i>Entretien d'objets mobiliers et d'installations</i>	fr. 3'403'000.-	fr. 500'000.-
74.480	<i>Prélèvements sur les réserves</i>	fr. -4'458'900.-	fr. -500'000.-

Suppressions branchements des clients suite au nouveau règlement GAZ entré en vigueur le 1^{er} août 2013

A l'article 42 alinéa 1 du règlement du gaz, la suppression de la vanne de branchement sur la conduite principale s'effectue aux frais des SiL. Le coût d'une suppression en mandatant une entreprise de génie civil pour effectuer des sondages est estimé à environ 5'000 francs. Suite à un courrier envoyé en juillet 2013 par le Service commercial à 2'500 clients dont le branchement est en attente, 300 clients à ce jour désirent supprimer leur branchement.

Le Service du gaz et du chauffage à distance peut assumer techniquement que 100 suppressions par année. Ces suppressions doivent absolument être effectuées afin d'éviter un accident (dangerosité sur des conduites en pression).

C'est pourquoi, le Service du gaz et du chauffage à distance demande un crédit supplémentaire total de 500'000 francs sur la rubrique 315, montant qui sera compensé.

A titre de compensation, il propose de compenser ce crédit par une augmentation des prélèvements sur le fonds de réserve et de renouvellement du gaz (voir rubrique 480).

		Budget	Crédit suppl.
74.316	Loyers et redevances d'utilisation	fr. 149'700.-	fr. 110'000.-
74.435	Ventes	fr. -206'641'000.-	fr. -110'000.-

Loyer commercial du local de la centrale thermique au chemin des Bossons 23 à Lausanne

La nouvelle chaufferie de pointe pour le réseau de chauffage à distance des SiL, construite au chemin des Bossons 23 (préavis N° 2012/44), est installée dans des locaux loués. Le bail prévoyait une entrée en vigueur une fois les installations de l'ancien locataire démontées. La prise de possession des locaux par les SiL a eu lieu le 1^{er} février 2014. Le loyer annuel est de 120'000 francs. Pour onze mois, le loyer se monte à 110'000 francs. Ce montant n'a pas été intégré au budget 2014.

Les recettes supplémentaires n'ont pas non plus été intégrées au budget. Elles compenseront largement le coût du bail, Les recettes effectives étant extrêmement dépendantes des conditions climatiques, elles ne sont mentionnées ici que jusqu'à concurrence du montant du loyer annuel. Le préavis N° 2012/44 indiquait : « Ce projet implique de nouvelles charges fixes [...] qui seront entièrement couvertes par de nouvelles recettes. L'opération est profitable pour les SiL dès la mise en service de la chaudière » (p. 4).

76 Electricité

		Budget	Crédit suppl.
76.311	Achats d'objets mobiliers et d'installations	fr. 2'300'000.-	fr. 310'000.-
76.315	Entretien d'objets mobiliers et d'installations	fr. 2'250'000.-	fr. 400'000.-
76.318	Autres prestations de tiers	fr. 5'530'000.-	fr. 90'000.-
76.461	Subventions du Canton	fr. 0.-	fr. -480'000.-
76.480	Prélèvement sur les réserves	fr. -5'929'400.-	fr. -320'000.-

Prise d'eau du barrage de Lavey – Mise en place de protections contre les chutes de pierres

Préambule

Un engagement à mettre en place des protections contre les chutes de pierres et à les entretenir a été adopté par la Municipalité en date du 7 novembre 2013 (note N° 14'869). Ceci a permis de confirmer au Service cantonal valaisan des forêts et du paysage, la volonté de les réaliser, de valider le projet et d'obtenir une entrée en matière pour une subvention. Cette dernière peut atteindre 60% des coûts effectifs des travaux. Une réponse sera vraisemblablement donnée à fin janvier 2014.

Description des travaux à réaliser

La protection de la prise en exploitation, permettant d'améliorer la sécurité des personnes et des biens, sera constituée par 4 rangées de filets pare-pierres homologués et de treillis. Des simulations de chutes de pierres ont permis le dimensionnement de l'ouvrage.

La réalisation comprend les opérations principales suivantes :

- repérage précis des points d'ancrage et du périmètre de défrichage
- fourniture de filets homologués par l'OFEV et des treillis de protection
- pose des ancrages et montage des filets et treillis
- validation de la pose des filets de protection par le fournisseur
- direction et suivi de projet.

Le crédit supplémentaire se décompose comme suit :

76.311	Achat d'installations	310'000.-
76.315	Entretien d'installations	400'000.-
76.318	Etudes et honoraires	90'000.-

Ces dépenses seront compensées par prélèvement sur le fonds de réserve et de renouvellement "production d'électricité – Lavey" ainsi que par une subvention du canton du Valais.

		Budget	Crédit suppl.
76.311	Achats d'objets mobiliers et d'installations	fr. 2'300'000.-	fr. -7'000.-

Voir détail sous "B. Autorisations d'achats", rubrique 76 "Service de l'électricité", demande "Achat appareil Omicron de test des protections".

78 Service commercial

		Budget	Crédit suppl.
78.318	Autres prestations de tiers	fr. 459'200.-	fr. 240'000.-
78.319	Impôts, taxes et frais divers	fr. 1'415'000.-	fr. -240'000.-

Préparation des SiL à l'ouverture totale du marché de l'électricité

Après l'ouverture partielle du marché pour moins de 1'000 clients éligibles en 2009, les SiL doivent se préparer à l'ouverture totale du marché de l'électricité pour ses 100'000 clients. Cette libéralisation influencera profondément la structure et le fonctionnement du Service commercial et touchera le Service de l'électricité, à terme également les autres services comme le gaz. Sa préparation est longue ; elle nécessite une vision claire et une stratégie élaborée avec des spécialistes extérieurs avec une vision internationale. Une étude définira la stratégie commerciale et l'organisation de SiL COM à mettre en œuvre, ainsi que les interfaces avec les services impactés. Pour financer cette étude, il manque un budget de 240'000.- sur le compte 78.318. Il est intégralement compensé sur la rubrique 78.319. Comme une partie encore non déterminée de l'étude pourrait être imputée sur le timbre d'acheminement de l'électricité, un crédit supplémentaire sur la rubrique 78.319 sera ultérieurement sollicité.

* * *

B. AUTORISATIONS D'ACHATS

3. LOGEMENT ET SECURITE PUBLIQUE

3101 Corps de police

		Budget	Crédit suppl.
3101.1462.1	Véhicules, machines et matériel	fr. 644'000.-	fr. 227'000.-
3101.1463.1	Recettes	fr. 0.-	fr. -227'000.-

Installation de caméras infrarouges à la zone carcérale du Corps de police

Pour faire face à la surpopulation des prisons romandes, le Conseil d'Etat, en date du 25 novembre 2013, a pris des mesures à titre transitoire et exceptionnel. Elles visent à améliorer les conditions de détention dans la zone carcérale des polices cantonale et municipales. Cela se traduit par une mise aux normes, notamment par l'installation urgente de caméras infrarouges dans les cellules afin d'assurer la surveillance permanente des détenus.

Actuellement, le quartier cellulaire et celui de police secours comportent trente cellules dont treize sont équipées de caméras analogiques connectées à une matrice analogique aujourd'hui obsolète. Il s'agit de changer de technologie en installant des caméras de type IP et infrarouges. Ces dernières seront gérées par un sys-

tème de nouvelle génération qui enregistrera toutes ces sources vidéo. Les enregistrements seront demandés par la magistrature en cas de besoin.

La présente demande comporte l'achat de trente caméras (123'000 francs), du cœur du système ainsi que du système d'enregistrement (62'000 francs) et des travaux de maçonnerie (13'000 francs) et de câblage (29'000 francs).

Ces frais seront entièrement remboursés par le Canton.

		Budget	Crédit suppl.
3101.1462.1	Véhicules, machines et matériel	fr. 644'000.-	fr. 10'300.-

Remplacement d'un destructeur de documents industriel

Le destructeur de documents industriel acquis en 2010 pour éliminer le papier contenant des informations confidentielles (archives de police judiciaire notamment) est subitement tombé en panne. Les frais de réparation s'élevant à plus de 8'000 francs, un remplacement s'impose vu le prix d'un appareil neuf.

Le caractère confidentiel des documents traités par cette machine interdit l'utilisation du circuit habituel de traitement du vieux papier. La seule alternative consiste à récolter lesdits documents et à les amener à TRIDEL, où ils sont déversés dans la fosse en vue d'y être brûlés. Outre l'aspect peu écologique de cette alternative, cela implique une quinzaine d'heures de travail hebdomadaire pour le personnel. De plus, une totale confidentialité ne peut être garantie, les documents pouvant potentiellement être retirés de la fosse avant la mise à feu.

Cette dépense n'est pas prévue aux autorisations d'achats de 2014, d'où la présente demande de crédit supplémentaire. Les frais induits par ce remplacement sont entièrement absorbés par le budget ordinaire du Corps de police.

Voir aussi sous "A. Budget de fonctionnement", 3101 "Corps de police".

6. FINANCES ET PATRIMOINE VERT

6600 Service des parcs et domaines

		Budget	Crédit suppl.
660.1462.1	Véhicules, machines et matériel	fr. 1'116'700.-	fr. 182'000.-

Remplacement d'une pelle de cimetière : fr. 125'000.-

Le service a acquis en 1985 une pelle de cimetière munie d'un grappin afin de faciliter le travail de l'équipe des inhumations qui œuvre au sein des cimetières du Bois de Vaux I et II, de Montoie ainsi que les deux cimetières forains lausannois.

Cette machine a une conception spécifique afin de pouvoir se déplacer sur des cheminements étroits pour réaliser des travaux d'inhumation, de désaffectation et d'entretien en ménageant au mieux les sites classés aux monuments historiques, tout en mécanisant des travaux lourds et compliqués.

La stabilité précaire de la machine est due à l'usure conséquente des pieds supports et à l'usure prématurée de la couronne de giration (impossible à déceler lors de l'entretien de la machine) cela engendre d'une façon indéniable une mise en danger des utilisateurs. La remise en état de ces organes nécessiterait des frais considérés par rapport au reste de la machine qui à 29 ans d'utilisation à son actif, d'autre part les pièces

d'origines ne sont plus disponibles auprès du constructeur. Bien entendu la machine est immobilisée pour les raisons évoquées ci-dessus et sécuritaire.

Au vu de ce qui précède, il est nécessaire de procéder au remplacement de cette machine non réparable par un modèle de nouvelle génération, qui en plus d'être aux normes actuelles au niveau de la motorisation serait au bénéfice de tous les organes de sécurité autant pour le déplacement que la stabilité en position de travail qui sont absents sur la machine actuelle.

Remplacement d'un gerbeur électrique au domaine viticole de Rochefort à Allaman : fr. 22'000.-

Le service a acquis en 1985 un gerbeur électrique afin de faciliter le travail du vigneron tâcheron ainsi que des œnologues pour les travaux de vinification et de stockage au sein du domaine viticole de Rochefort à Allaman.

Ce type de gerbeur est spécifique par rapport au lieu où il évolue et doit impérativement être électrique afin de garantir la sécurité des utilisateurs dans des locaux fermés, au niveau de l'intoxication du CO₂ et éviter toutes nuisances par rapport à la qualité des produits de vinification.

Les fonctions de levage et de déplacement des charges ne peuvent plus se faire dans des conditions de sécurité optimales à cause d'une défaillance imprévisible du système hydraulique (pompe hydraulique défectueuse ne donnant plus la pression prescrite par le fabricant). Le gerbeur actuel ne peut plus être réparé, le fournisseur ne disposant plus de pièces détachées pour ce type d'engins. De plus, il ne répond plus aux normes actuelles de sécurité selon les directives demandées par la Commission de coordination pour la sécurité au travail (CFST).

Au vu de ce qui précède, il est nécessaire de procéder au remplacement de ce gerbeur afin de réaliser les travaux de cave et de stockage dans des conditions optimales, tout en garantissant le côté sécuritaire des utilisateurs et la production viticole.

Remplacement d'un véhicule automobile 1042 pour l'équipe des agriculteurs : fr. 35'000.-

Le service dispose d'un véhicule attribué à l'équipe des agriculteurs de la section des espaces verts afin de pouvoir, en plus de divers transports, faire des déplacements pour donner des soins au cheptel de bovidés sous la responsabilité du Service, autant sur le territoire communal que sur des sites extramuros.

Le véhicule qui a été dévolu à cette tâche jusqu'à maintenant a subi un dommage total lors d'un accident de la circulation. Les frais de remise en état ont été estimés à plus de 7'000 francs en interne, pour un véhicule n'étant plus coté à l'argus.

Au vu de ce qui précède, il est nécessaire de procéder au remplacement de ce véhicule, afin d'assurer les tâches d'entretien des zones pâturées, d'assurer le contrôle visuel du cheptel sous la responsabilité des agriculteurs du service et garantir le service de garde des animaux tout au long de l'année.

7. SERVICES INDUSTRIELS

71 Finances, administration et développement

		Budget	Crédit suppl.
71.146	Véhicules, machines et matériel	fr. 664'872.-	fr. 164'500.-

Remplacement d'un camion nacelle GTKR pour les SIL, division éclairage public

Le camion nacelle-élevatrice GTKR (EURO3, poids total 13.5T) de l'éclairage public (EP) du Service de l'électricité, portant les plaques VD 7977, commandé chez le fournisseur en décembre 2005 et livré en juillet

2007 pour un prix de 270'750 francs (HT), ne peut pas intervenir dans les rues à forte déclivité en raison de son système de sécurité qui limite, dans ce cas de figure, le déploiement de la nacelle. Dès le début, ce camion, qui est un prototype, a posé problèmes, notamment en raison d'incompréhensions entre la Ville et le fournisseur au sujet des spécifications de l'électronique de la nacelle. A maintes reprises, le fournisseur a essayé de corriger ses défauts sans succès. Aujourd'hui, le fournisseur est arrivé aux termes des modifications possibles. Le véhicule en l'état n'est malheureusement pas en mesure de fonctionner correctement à satisfaction de l'EP suite à ses défaillances techniques. Pourtant ce camion est indispensable pour effectuer les tâches qui incombent à l'EP. Le fournisseur nous propose de reprendre l'ancien véhicule et d'acheter un nouveau, plus léger (EURO6, poids total 5T) mais avec une nacelle équivalente et d'un concept bien mieux adapté à l'activité actuelle de l'EP.

Après négociation avec le fournisseur, celui-ci est en mesure de nous proposer l'offre suivante : un rabais sur le nouveau véhicule de 10'500 francs, une reprise de l'ancien véhicule de 15'000 francs, l'abandon d'une facture due de 25'000 francs sur l'ancien véhicule et la mise à disposition d'une nacelle en prêt en attendant la livraison (coût estimé pour 4 à 6 mois) 12'000 francs, soit un montant total de prestations 62'500 francs. Le coût du nouveau véhicule se monte donc à 149'500 francs net, soit :

Prix brut	175'000
./. Rabais (6%)	-10'500
./. Reprise	-15'000
Prix net	149'500

Voir aussi sous "A. Budget de fonctionnement", 71 "Finances, administration et développement".

76 Service de l'électricité

		Budget	Crédit suppl.
76.146	Véhicules, machines et matériel	fr. 46'500.-	fr. 7'000.-

Achat appareil Omicron de test des protections

Il s'agit d'un appareil permettant le contrôle des équipements de protections électriques dans les postes haute et moyenne tension. C'est une source de courant et de transmission pilotée par un logiciel dédié.

L'achat de cet appareil a été mis au budget des autorisations d'achat 2014 pour un montant de 35'000 francs et a été accepté.

Malheureusement, lors de l'élaboration du budget, nous n'avons pas pris garde que le montant était en euro et non en francs suisses. Par conséquent, le montant à disposition ne suffit pas pour l'achat de cet appareil.

Voir aussi sous "A. Budget de fonctionnement", 76 "Electricité".

* * *

C. CREDITS D'INVESTISSEMENTS DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF

Aucun.

* * *

CONCLUSION

Vu ce qui précède, nous vous prions, Madame la présidente, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir prendre la résolution suivante :

Le Conseil communal de Lausanne,

vu le préavis N° 2014/25 de la Municipalité, du 15 mai 2014;
ouï le rapport de la Commission permanente des finances qui a examiné cette affaire;
considérant que l'objet a été porté à l'ordre du jour,

décide :

d'accorder la première série des crédits supplémentaires destinés à couvrir les allocations insuffisantes et les charges imprévues sur le budget de 2014, sur les autorisations d'achats, ainsi que sur les crédits d'investissements du patrimoine administratif, à savoir :

	fr.	<i>Revenus de fonctionnement</i> fr.
A. Budget de fonctionnement		
Total des crédits supplémentaires <i>(détail en page 2 du préavis)</i>	<u>3'598'800.-</u>	<u>2'716'400.-</u>
B. Autorisations d'achats		
Total des crédits supplémentaires <i>(détail en page 27 du préavis)</i>	<u>590'800.-</u>	<u>227'000.-</u>
C. Crédits d'investissements du patrimoine administratif		
Total des crédits complémentaires <i>(détail en page 30 du préavis)</i>	<u>0.-</u>	<u>0.-</u>

Au nom de la Municipalité :

Le syndic :
Daniel Brélaz

La secrétaire adjointe :
Sylvie Ecklin